

Informations de base	
<b>2006/2301(IMM)</b> IMM - Immunité des députés Demande de consultation sur l'immunité et les privilèges d'Alessandra Mussolini <b>Subject</b> 8.40.01.03 Immunité des députés	Procédure terminée

Acteurs principaux			
Parlement européen	<b>Commission au fond</b>	<b>Rapporteur(e)</b>	<b>Date de nomination</b>
	JURI Affaires juridiques	LEHNE Klaus-Heiner (PPE-DE)	18/12/2006

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
16/11/2006	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
25/06/2007	Vote en commission		Résumé
27/06/2007	Dépôt du rapport de la commission	<a href="#">A6-0251/2007</a>	
10/07/2007	Décision du Parlement	<a href="#">T6-0312/2007</a>	Résumé
10/07/2007	Résultat du vote au parlement		
10/07/2007	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
<b>Référence de la procédure</b>	2006/2301(IMM)
<b>Type de procédure</b>	IMM - Immunité des députés
<b>Sous-type de procédure</b>	Levée d'immunité
<b>Base juridique</b>	Règlement du Parlement EP 6
<b>État de la procédure</b>	Procédure terminée
<b>Dossier de la commission</b>	JURI/6/43956

Portail de documentation			
<b>Parlement Européen</b>			

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, lecture unique		<a href="#">A6-0251/2007</a>	27/06/2007	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		<a href="#">T6-0312/2007</a>	10/07/2007	Résumé

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	<a href="#">EUR-Lex</a>	

## Demande de consultation sur l'immunité et les privilèges d'Alessandra Mussolini

2006/2301(IMM) - 10/07/2007 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

En adoptant le rapport de M. Klaus-Heiner **LEHNE** (PPE-DE, DE) sur la consultation du Parlement sur l'immunité et les privilèges de Mme Alessandra **MUSSOLINI** (ITS, IT), le Parlement se rallie totalement à la position de sa commission des affaires juridiques et **décide de défendre l'immunité** et les privilèges de la députée italienne.

Le Parlement estime, en effet, que l'immunité parlementaire au sens des articles 9 et 10 du protocole du 8 avril 1965 sur les privilèges et immunités des Communautés européennes, et, dans la mesure où il est applicable, de l'article 68 de la Constitution italienne, couvre pleinement les déclarations qui ont été faites par Alessandra MUSSOLINI à l'encontre de Giuseppe PISANU (déclarations à la suite desquelles ce dernier a introduit une procédure civile en diffamation contre Mme MUSSOLINI devant le tribunal ordinaire de Rome en vue d'obtenir des dommages et intérêts).